

F. 89 — 1066

**11 MAI 1989.** — Arrêté royal réglant l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur bruxellois de la conservation de la nature

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 32;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires coordonnées la 20 juillet 1979;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1989 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un Conseil supérieur pour la conservation de la nature doit être institué auprès du Ministère de la Région bruxelloise afin de pouvoir disposer pour la Région de Bruxelles-Capitale des avis visés à l'article 33 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'à cette fin la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur bruxellois de la conservation de la nature doivent être réglés d'urgence;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise, compétent pour le budget donné le 8 mai 1989;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Il est institué auprès du Ministère de la Région bruxelloise un Conseil supérieur bruxellois de la conservation de la nature.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1° le Conseil : le Conseil supérieur bruxellois pour la conservation de la nature;

2° l'Institut : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

3° l'Exécutif : l'Exécutif de la Région bruxelloise;

4° le Ministre : le membre de l'Exécutif compétent pour l'environnement.

**Art. 3.** Le Conseil a pour mission de formuler, du point de vue de la conservation de la nature, des avis et des propositions de politique générale concernant la matière visée par l'article 33 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Le Conseil donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre.

Il peut également délibérer, donner un avis ou formuler des vœux concernant les problèmes de conservation de la nature qui lui sont soumis par son président ou par cinq de ces membres.

Les demandes d'avis du Ministre sont examinées par priorité.

**Art. 4.** Le Conseil se compose de vingt-et-un membres répartis en deux groupes linguistiques.

Deux tiers des membres doivent appartenir au groupe linguistique le plus nombreux et un tiers au groupe linguistique le moins nombreux.

L'appartenance des membres à l'un ou l'autre groupe linguistique est confirmée par l'Exécutif.

**Art. 5. § 1er.** Les membres du Conseil sont nommés par l'Exécutif sur base de leurs expérience et connaissance personnelles en matière de conservation de la nature pour une durée de six années.

§ 2. Au moins huit membres sont choisis pour leurs compétence particulier dans l'une, au moins, des sciences suivantes : biologie, botanique, zoologie, écologie, pédologie, géologie, hydrologie et sylviculture.

N. 89 — 1066

**11 MEI 1989.** — Koninklijk besluit houdende de regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Brusselse Hoge Raad voor natuurbehoud

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen dié nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1989 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dringend een Hoge Raad voor natuurbehoud dient te worden ingesteld bij het Ministerie van het Brusselse Gewest teneinde te kunnen beschikken voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest over de adviezen bedoeld in artikel 33 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat hiertoe dringend de samenstelling en de werking van de Brusselse Hoge Raad voor natuurbehoud dient worden geregeld;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest bevoegd voor de begroting gegeven op 8 mei 1989;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Brusselse Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Er wordt bij het Ministerie van het Brusselse Gewest een Brusselse Hoge Raad voor natuurbehoud ingesteld.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder

1° de Raad : de Brusselse Hoge Raad voor natuurbehoud;

2° het Instituut : het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

3° de Executieve : de Executieve van het Brusselse Gewest;

4° de Minister : het lid van de Executieve bevoegd voor het leefmilieu.

**Art. 3.** De opdracht van de Raad bestaat erin, vanuit het standpunt van natuurbehoud, adviezen en beleidsvoorstellen te formuleren inzake de aangelegenheid bedoeld in artikel 33 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De Raad brengt advies uit over de aangelegenheden die hem worden voorgelegd door de Minister.

Hij kan ook beraadslagen, advies uitbrengen of wensen formuleren aangaande problemen van natuurbehoud die hem door zijn voorzitter of door ten minste vijf van zijn leden worden voorgelegd.

De adviesaanvragen uitgaande van de Minister worden bij voorrang behandeld.

**Art. 4.** De Raad is samengesteld uit eenentwintig leden die zijn verdeeld over twee taalgroepen.

Twee derden van de leden moeten tot de meest talrijke taalgroep behoren en één derde van de leden tot de minst talrijke taalgroep.

Het behoren van de leden tot de ene of de andere taalgroep moet bekrachtigd worden door de Executieve.

**Art. 5. § 1.** De leden van de Raad worden door de Executieve benoemd op basis van hun persoonlijke ervaring en kennis op het vlak van het natuurbehoud voor een duur van zes jaar.

§ 2. Minstens acht leden worden gekozen omwille van hun bijzondere bevoegdheid in minstens één van de volgende wetenschappen : biologie, botanie, zoölogie, ecologie, pedologie, geologie, hydrologie en bosbouw.

§ 3. Au moins huit membres sont choisis parmi les personnes ou les représentants d'associations privées dont les activités concernent la conservation de la nature, le forêt ou l'agriculture.

§ 4. Pour chacun des membres visés au § 1er, un suppléant est nommé par la même procédure que pour les membres effectifs.

Art. 6. Le président et le vice-président du Conseil appartenant à un rôle linguistique différent sont nommés par l'Exécutif parmi les membres pour la durée de leur mandat comme membre.

Art. 7. Le secrétaire et le secrétaire adjoint du Conseil, appartenant à un rôle linguistique différent sont nommés par le Ministre parmi les agents soit de l'Institut, soit du Ministère de la Région bruxelloise.

Le secrétaire appartient à un autre rôle linguistique que le président.

Art. 8. Le Ministre préside le Conseil lorsqu'il le juge nécessaire.

Les fonctionnaires du Ministère de la Région bruxelloise et de l'Institut désignés par le Ministre peuvent assister aux séances avec voix consultative.

Art. 9. Les fonctions des membres du Conseil sont gratuites. Toutefois, les membres et les suppléants, reçoivent des indemnités pour frais de parcours et de séjour, conformément aux dispositions applicables aux membres du personnel des ministères revêtant les rangs 10 à 14.

Art. 10. Le Conseil a un bureau, composé du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire-adjoint.

Le bureau organise les travaux du Conseil, fixe l'ordre du jour et s'occupe de la direction journalière du Conseil.

Le bureau se réunit sur simple convocation, écrite ou orale, du président.

Art. 11. Le Conseil se réunit sur simple convocation du président ou à la demande d'un quart de ses membres.

Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Il décide et donne son avis à la majorité absolue des voix. Au moins la moitié des membres ou des suppléants doit être présente à la réunion.

Les avis du Conseil sont motivés et sont accompagnés d'un rapport circonstancié des discussions.

Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur, qui règle le fonctionnement du bureau, et le soumet à l'approbation du Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur règle notamment les questions qui ne sont pas prévues par le présent arrêté.

Le Conseil a le droit d'inviter à ses séances les personnes qu'il désire entendre au sujet des points à discuter.

Ces personnes n'ont pas de voix délibérative.

Art. 12. Dans les cas d'urgence, à déterminer par le Ministre ou par le président du conseil, le président convoque d'urgence le Conseil.

Le Conseil, réuni d'urgence, siège valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 13. Le secrétaire et le secrétaire adjoint assurent conjointement le secrétariat du Conseil. Ils prennent acte des délibérations du Conseil et tiennent les procès-verbaux des réunions sous l'autorité du président et du vice-président du Conseil. Les procès-verbaux sont rédigés en français et en néerlandais.

Art. 14. L'arrêté royal du 19 juin 1974 réglant l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la Conservation de la Nature est abrogé en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 15. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi

Le Ministre de la Région bruxelloise,  
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,  
J.-L. THYS

Le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,  
J. VALKENIERS

§ 3. Minstens acht leden worden gekozen onder de personen of vertegenwoordigers van private verenigingen, werkzaam op het gebied van het natuurbehoud, het bos of de landbouw.

§ 4. Voor elk van de leden bedoeld in § 1 wordt een plaatsvervanger benoemd volgens dezelfde procedure als voor de effectieve leden.

Art. 6. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad die tot een verschillende taalrol behoren, worden door de Executieve benoemd onder de leden voor de duur van hun mandaat als lid.

Art. 7. De secretaris en de adjunct-secretaris van de Raad, die tot een verschillende taalrol behoren, worden benoemd door de Minister ofwel onder de ambtenaren van het Instituut ofwel van het Ministerie van het Brussels Gewest.

De secretaris behoort tot een andere taalrol dan de voorzitter.

Art. 8. De Minister zit de Raad voor indien hij het nodig acht.

De door de Minister aangeduide ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Gewest en van het Instituut mogen de zittingen bijwonen met raadgevende stem.

Art. 9. Het lidmaatschap van de Raad wordt niet bezoldigd. De leden en de plaatsvervangers, ontvangen wel vergoeding voor reis- en verblijfskosten, overeenkomstig de bepalingen die toepasselijk zijn voor de leden van het personeel van de ministeries die de rangen 10 tot 14 bekleden.

Art. 10. De Raad heeft een bureau dat wordt samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris.

Het bureau leidt de werkzaamheden van de Raad, stelt de agenda vast en vormt het dagelijks bestuur van de Raad.

Het bureau komt samen op eenvoudige schriftelijke of mondelinge uitnodiging van de voorzitter.

Art. 11. De Raad vergadert op eenvoudige bijeenroeping van de voorzitter, of op verzoek van één vierde van de leden.

De Raad vergadert ten minste viermaal per jaar.

Hij beslist en adviseert bij volstrekte meerderheid van stemmen. Ten minste de helft van het aantal leden of plaatsvervangers moet aanwezig zijn op de vergadering.

De adviezen van de Raad zijn met redenen omkleed en worden vergezeld van een omstandig verslag van de gevoerde bespreking.

Hij stelt zijn huishoudelijk reglement vast waarin tevens in de werking van het bureau wordt voorzien en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Het huishoudelijk reglement regelt inzonderheid de aangelegenheden waarin dit besluit niet voorziet.

De raad heeft het recht op zijn vergaderingen de personen uit te nodigen die hij verlangt te horen over de te bespreken onderwerpen.

Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. 12. In spoedeisende gevallen, vast te stellen door de Minister of door de voorzitter van de Raad, roept de voorzitter de Raad onverwijld bijeen.

De Raad, in spoedzitting bijeen, vergadert geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 13. De secretaris en de adjunct-secretaris nemen gezamenlijk het secretariaat van de Raad waar. Zij nemen akte van de beraadslaging van de Raad en houden notulen van de vergadering onder het gezag van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad. De notulen worden opgesteld in het Nederlands en het Frans.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 19 juni 1974 houdende regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Hoge Raad voor Natuurbehoud wordt opgeheven wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft.

Art. 15. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 mei 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,  
Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,  
J.-L. THYS

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,  
J. VALKENIERS